

Chiffre du mois

580 193

C'est le nombre de créations d'entreprises et d'auto-entreprises comptabilisées en France en 2009. Un record, puisqu'elles ont augmenté de 75,1 % par rapport à 2008.

Source : INSEE, janvier 2010

Site du mois

www.exporter.gouv.fr

Le site gouvernemental du commerce extérieur.

Pour tout savoir sur l'export. Également des outils en ligne : centre de documentation, webTV ainsi que des fiches pratiques (rubrique Boîte à outils de l'export) pour connaître les démarches à l'export et organiser son projet d'entreprise.

Dossier



L'export : un rempart contre la crise

Par Bernard Samy

Chef du bureau des Affaires multilatérales, DGCIS

Trop peu d'entreprises françaises s'intéressent aux marchés internationaux, les dispositifs de soutien à l'exportation restant encore souvent méconnus. Ces derniers ont été récemment renforcés. Objectif : mieux aider les entreprises à relever le défi de l'international.

Les sociétés présentes à l'export (près de 95 500 fin 2008) représentent moins de 5 % des entreprises françaises. Parmi les principaux freins à l'exportation figurent l'insécurité des paiements à l'étranger, le besoin de financements importants, les réticences des assureurs privés à couvrir les marchés à risques et la méconnaissance des dispositifs d'aide. Pourtant, se lancer à l'international peut comporter de nombreux avantages pour une entreprise, qu'il s'agisse de s'assurer de nouveaux débouchés, d'augmenter son chiffre d'affaires, de gagner en notoriété ou de mieux connaître la concurrence.

Vers une simplification des démarches

Prospecter de nouveaux marchés, identifier des partenaires commerciaux, communiquer dans la presse professionnelle, participer aux grands salons internationaux... Ces actions, souvent complexes à mettre en œuvre à l'étranger, peuvent être soutenues par de multiples dispositifs. Dans le cadre du plan de relance de l'économie, les principaux acteurs (Ubifrance, Oséo, la Coface, les CCI, etc.) se sont unis pour former l'Équipe

de France de l'export. L'enjeu : clarifier l'ensemble des démarches à l'exportation. Incarnation de cette volonté, le Programme France 2010 recense toutes les opérations collectives dédiées à la promotion des entreprises françaises : pavillons France dans les salons internationaux, partenariats technologiques ou rencontres professionnelles (business to business). Plus de 18 000 accompagnements sont envisagés en 2010.

→ **Tout savoir sur le Programme France :**
www.programme-france.fr

Parrainer les entreprises à fort potentiel

La DGCIS, en concertation avec la Direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE), la Coface et Ubifrance, encourage les projets à fort potentiel industriel, via divers dispositifs : la Réserve pays émergents (RPE), procédure de soutien aux projets technologiques ou d'implantation d'infrastructures menés dans des pays émergents, l'assurance prospection, contre le risque d'échec commercial d'une action de prospection à l'étranger, récemment élargie aux →

Actualités

→ Le remboursement anticipé du CIR prolongé en 2010

Mis en place en 2008 pour une durée d'un an, le remboursement anticipé du crédit impôt recherche (CIR) est prolongé en 2010. Autrefois remboursable sur trois ans, le CIR est désormais reversé en une seule fois aux entreprises qui ne peuvent l'imputer sur leur impôt sur les sociétés. Le CIR est octroyé sous la forme d'une réduction d'impôt sur les sociétés s'élevant à 30 % du volume des dépenses de recherche et développement effectuées en 2009. Ce taux est relevé à 60 % pour les dépenses de recherche sous-traitée à des laboratoires publics.

📍 www.industrie.gouv.fr/cir

@ bernard.perego@finances.gouv.fr

→ Micro-entreprises : nouveaux plafonds de chiffre d'affaires

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les plafonds de chiffre d'affaires permettant de bénéficier du statut de micro-entreprise ou d'auto-entrepreneur ont été rehaussés. Selon l'article 18 de la loi de finances pour 2010, l'augmentation est de 0,4 %. Le chiffre d'affaires annuel hors taxes ne doit pas dépasser 32 100 € (contre 32 000 € en 2009) pour les prestations de service à vocation commerciale et les activités libérales relevant des bénéfices non commerciaux (BNC), et 80 300 € (contre 80 000 € en 2009) pour les activités commerciales de ventes et de fourniture de logement (hôtellerie, meubles).

📍 <http://pme.service-public.fr>

@ pierre.lavigne@finances.gouv.fr

→ EIRL : vers un nouveau statut pour l'entrepreneur

Le 27 janvier dernier, le projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) a été présenté en Conseil des ministres. L'objectif est de permettre aux entrepreneurs individuels de décider du niveau de risque qu'ils souhaitent assumer sur leurs biens propres, sans pour autant constituer une société. Pour ce faire, le patrimoine affecté à l'exercice professionnel sera identifié par une déclaration au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, et distingué du patrimoine personnel. Ainsi, seuls les biens professionnels affectés constitueront une garantie pour les créanciers de l'entrepreneur.

📍 www.economie.gouv.fr

PME innovantes et aux ETI (établissements de taille intermédiaire), ou encore l'assurance-crédit, contre les risques politiques et commerciaux lors de la réalisation de contrats à l'étranger.

→ **Où s'informer ?** Sur la rubrique « Boîte à outils de l'export » du site du commerce extérieur : www.exporter.gouv.fr

Des garanties renforcées

Afin d'optimiser le soutien aux PME exportatrices, un nouveau dispositif a été lancé en octobre 2009 : Cap Export (Crédit d'assurance public export). Son fonctionnement repose sur un partage des risques entre exportateurs, assureurs-crédit et État. Deux types de couverture sont envisagés : Cap Export, garantie de l'État complémentaire d'une garantie primaire fournie par l'assureur-crédit, et Cap + Export, garantie dans laquelle le risque est totalement pris en charge par l'État.

→ **À qui s'adresser ?** Aux organismes d'assurance-crédit, jusqu'au 31 décembre 2010.

Zoom sur Cap et Cap + Export

- **Cible :** les exportateurs situés en France (métropole et Outre-mer), dont le chiffre d'affaires global est inférieur à 1,5 Md € (PME et ETI).
- **Conditions :** les exportations garanties doivent comporter une part française d'au moins 40 %.
- **Risques pris en compte :** les risques commerciaux à l'exportation (non-paiement des sommes dues par un client à un exportateur), pour des opérations dont la durée de paiement n'excède pas 360 jours.

@ Contacter la DGCIS : bernard.samy@finances.gouv.fr



Interview **Mireille Pannetier** – Chef du bureau des partenariats internationaux de la DGCIS

« Soutenir les PME innovantes dans leur développement à l'international »

Les PME des pôles de compétitivité figurent parmi les entreprises les plus présentes à l'international. Pourtant, leur implantation reste encore insuffisante. C'est pourquoi la DGCIS mène de multiples actions en faveur de leur déploiement. Retour sur deux dispositifs.

En quoi consiste l'appel à projets sur le partenariat technologique international ?

L'objectif est de faciliter l'accès des PME des pôles de compétitivité aux programmes et financements européens, par exemple le Programme cadre de recherche et de développement technologique (PCRDT) ou Eureka!, dont elles bénéficient encore peu. Il s'agit également de les soutenir dans la mise en place de partenariats technologiques bilatéraux avec des PME étrangères non européennes. Le programme, déployé sur la période 2007-2010, a rencontré un vif succès : 14 porteurs de projets (Oséo Innovation, la Fondation Sophia-Antipolis, plusieurs pôles de compétitivité) s'y sont engagés. Pour 2010, nous lançons un nouvel appel à projets, centré sur le périmètre européen.

Qu'est-ce que les Rencontres de partenariats technologiques ?

Ce sont des rendez-vous en tête à tête, organisés entre des PME françaises et des partenaires industriels potentiels à l'étranger, souvent à l'occasion des salons professionnels internationaux. Le soutien que nous apportons est à la fois logistique et financier : nous identifions les contacts, sélectionnons les partenaires intéressants, finançons les déplacements, la diffusion de plaquettes de présentation, etc. L'objectif

étant bien sûr de créer un effet de groupe pour accroître la visibilité des entreprises et valoriser le savoir-faire français. C'est Ubifrance qui gère la mise en œuvre des actions, avec l'appui des missions économiques et des services scientifiques des ambassades. En 2009, six rencontres ont été organisées, par exemple sur les biotechnologies en Israël et en Corée ou sur les systèmes de transport intelligents (STI) en Suède. Pour 2010, le dispositif se veut plus ambitieux avec 22 initiatives au programme.

En pratique : les Rencontres de partenariats technologiques

- **Régions couvertes :** les pays émergents industriels – Brésil, Inde, Russie, Chine, etc. – et ceux susceptibles d'offrir des opportunités sur les plans industriel ou scientifique – Mexique, Chili, Afrique du Sud, etc.
- **Secteurs concernés :** matériaux, TIC, biotechnologies, transports, énergies et environnement, chimie.
- **Nature des partenariats :** technologiques et industriels exclusivement.

➤ Les dispositifs à destination des pôles de compétitivité : www.competitivite.gouv.fr

@ Contact DGCIS : mireille.pannetier@finances.gouv.fr

Actualités

→ Le Guichet unique : tout savoir sur la création d'entreprises

Le site www.guichet-entreprises.fr est en ligne depuis le 1^{er} janvier 2010. Dédié à l'ensemble des créateurs d'entreprises, il offre une information centralisée, précise et actualisée pour tous les types de création et d'exercice d'activité dans les secteurs agricole, artisanal, commercial, industriel et de services : réglementations, formalités requises, pièces à produire. Il permet également, de façon dématérialisée, de procéder aux formalités juridiques, fiscales et sociales nécessaires à la création d'une entreprise. Progressivement, les professions soumises à une réglementation particulière pourront y effectuer leurs démarches complémentaires.

➤ www.guichet-entreprises.fr

@ jp.tourville@acfc.ci.fr

→ Un « serious game » à destination des auto-entrepreneurs

Hervé Novelli et Nathalie Kosciusko-Morizet ont souhaité proposer aux auto-entrepreneurs un outil innovant pour les aider à passer avec succès les premiers temps de leur aventure entrepreneuriale. Il prendra la forme d'un « serious game » (jeu sérieux) combinant des aspects d'enseignement, d'apprentissage et d'entraînement, avec des ressorts ludiques et des technologies issus du jeu vidéo. Accessible sur Internet, cette application informatique sera organisée en différents modules : « débiter mon activité dans les meilleures conditions », « gérer mon activité au quotidien », « développer mon activité » ou « dépasser le stade de l'auto-entrepreneur », etc. Mise en œuvre et financement du projet sont assurés par la Délégation aux usages de l'Internet (DUI) et la DGCIS. L'agence pour la création d'entreprises

(APCE) mais également les différents réseaux consulaires et associatifs d'accompagnement à la création d'entreprises (chambres de commerce et d'industrie, chambres des métiers, experts comptables, ADIE, France Initiative, Réseau des boutiques des gestionnaires, Réseau entreprendre, Union des couveuses, Réseau des pépinières ELAN, etc.) ainsi que les experts de la formation (CEFAC) et du « web 2.0 » participeront ensuite à l'animation du programme et à sa diffusion. Depuis début janvier, le projet est entré dans sa phase de réalisation : un premier module opérationnel sera livré prochainement pour un déploiement tout au long de l'année 2010.

➤ www.macyberautoentreprise.pme.gouv.fr

@ philippe.vrignaud@finances.gouv.fr



Interview **Gérard Faria** – Directeur général de TeamCast, vice-président PME du pôle Images & Réseaux

« Des opportunités de gagner de nouvelles parts de marché »

PME bretonne spécialisée dans l'industrie des communications sans fil, TeamCast est membre du pôle de compétitivité Images & Réseaux. Depuis sa création en 2003, la société connaît une croissance forte, et réalise aujourd'hui 80 % de son chiffre d'affaires à l'export. En 2009, le pôle de compétitivité et l'entreprise ont bénéficié de l'appui de la DGCIS lors de la prospection de nouveaux marchés.

Quelles actions ont été menées ?

Le pôle Images & Réseaux a été associé aux rencontres de la DGCIS avec ses partenaires étrangers, dans le cadre d'opérations bilatérales avec l'Amérique latine. Nous sommes intervenus notamment aux côtés du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) et de l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR) lors de groupes de travail sur la technologie audiovisuelle numérique.

Spécialistes des solutions de diffusion de la télévision numérique terrestre (TNT) et de la télévision mobile personnelle (TMP), nous avons pu faire partager notre expertise technique et notre expérience, notamment du lancement de télévisions numériques dans différents pays, aux USA, en Europe ou en Chine. L'occasion de mettre en lumière l'expertise française dans ce domaine, à l'heure où le choix des normes de diffusion et le basculement à la télévision numérique s'opèrent dans de nombreux pays.

Quels ont été les résultats de ces échanges pour le pôle de compétitivité ?

Après plusieurs mois de concertation, le pôle Images & Réseaux a signé un protocole d'accord avec le CINTEL, un centre de recherche en télécommunications colombien. L'accord a été parrainé côté français par la secrétaire d'État chargée du Commerce extérieur, Anne-Marie Idrac, et côté colombien par la ministre des Télécommunications, Maria del Rosario Guerra.

Il prévoit trois pistes de travail : la formation, la recherche et le développement, et des participations croisées à différents événements en Colombie et en France. Plusieurs rencontres ont eu lieu depuis : à Bogotà en juillet 2009 ; dans le cadre du NEM Summit, la première conférence de la plateforme technologique européenne organisée à Saint-Malo en septembre ; lors du congrès Andicom qui s'est tenu à Cartagena de Indias fin octobre. Images & Réseaux a d'ailleurs pu y présenter, lors d'une soirée exceptionnelle, un extrait de l'opéra *Don Giovanni* enregistré à l'opéra de Rennes en TV-3D, TV-haute définition et son 21 canaux !

Quelles ont été les retombées pour votre entreprise en particulier ?

Grâce au soutien de la DGCIS, TeamCast a participé au congrès Andicom 2009 sur le stand du pôle Images & Réseaux, au sein du pavillon France, pays invité d'honneur. Les contacts noués lors de ce type de manifestation sont vitaux. Ils sont autant de possibilités de comprendre les problématiques des pays, d'évaluer notre potentiel de développement, d'identifier des partenaires : nous pouvons ainsi optimiser nos chances de réussir à nous implanter sur un nouveau marché. C'est aussi un excellent moyen de nous faire connaître et de disposer d'un maximum d'éléments pour pouvoir ultérieurement configurer une offre adaptée. Toutefois, les retombées réelles - dont notre chiffre d'affaires témoigne - ne se manifestent que quelques années plus tard.

Suite à une action du même ordre, nous avons ainsi patienté 4 ans avant de pouvoir exporter au Brésil. En période de crise, où les projets de déploiements de la télévision numérique ne constituent plus une priorité des gouvernements, nous saisissons avec reconnaissance toutes les opportunités de gagner de nouvelles parts de marché à l'étranger. Et les actions de la DGCIS à l'export nous aident à atteindre ces objectifs !

Le pôle Images & Réseaux : chiffres-clés

Créé en 2005, Images & Réseaux réunit plus de 200 acteurs des technologies de l'information, des télécommunications et de l'audiovisuel, implantés en Bretagne et Pays de la Loire. Son but : constituer un pôle de recherche, d'innovation et de développement d'envergure mondiale.

- > 100 projets financés, associant scientifiques et industriels
- > 1 projet de plateforme d'expérimentation des technologies
- > Des accords de recherche à l'international (Espagne, Japon...)

📍 Le site du pôle Images & Réseaux : www.images-et-reseaux.com

📍 Le site de TeamCast : www.teamcast.com

→ Concertation sur la feuille de route de SUSCHEM France

Les premières rencontres de SUSCHEM France, qui ont eu lieu le 26 novembre dernier, ont permis de promouvoir auprès des acteurs de l'industrie chimique française l'intérêt d'une chimie durable. Depuis lors, SUSCHEM France se concentre sur l'élaboration de sa feuille de route stratégique. Trois grands axes seront étudiés, répartis en neuf thématiques prioritaires : le développement de ressources renouvelables, l'amélioration de l'efficacité des procédés de fabrication, l'élaboration de produits finis « propres » et contribuant au respect de l'environnement (nocivité, recyclage etc.). À noter que la réunion européenne de SUSCHEM se déroulera le 4 mai à Lyon.

📍 www.suschem.fr

@ louis.trepied@finances.gouv.fr

→ Appel à projets européen : 100 M€ pour favoriser les TIC

Dans le cadre du programme européen ICT PSP, pour programme d'innovation et de compétitivité utilisant les technologies de l'information et de la communication (TIC) en soutien aux politiques publiques, la Commission européenne a lancé, le 21 janvier dernier, un appel à projets doté de plus de 100 M€. Il est destiné à promouvoir la mise en place de services pilotes. Les propositions sont à remettre pour le 1^{er} juin 2010. Elles devront s'inscrire dans l'un des six domaines d'intérêt public retenus par la Commission : les TIC pour une économie sobre en carbone et une mobilité intelligente ; les bibliothèques numériques ; les TIC pour la santé et l'inclusion ; l'innovation ouverte pour les futurs services Internet dans les villes intelligentes ; les TIC pour des services publics améliorés pour les citoyens ; les entreprises et l'Internet

multilingue. Par ailleurs, les personnes intéressées (représentants de PME, collectivités, grands groupes) sont invitées à participer à une journée d'information organisée par le point de contact français de ce programme, avec l'appui de la Commission européenne, le 12 mars prochain, dans les locaux du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi. Y seront présentés les modalités du programme, les attendus de l'appel à projets et la procédure de dépôt d'une proposition. L'inscription est gratuite et obligatoire.

📍 www.telecom.gouv.fr

@ patrick.schouler@finances.gouv.fr

Publications

→ Guide pour la spécification de sécurité des communications électroniques

Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications (CICREST), janvier 2009

Pour la plupart des organisations, la fiabilité des systèmes de communication électroniques est une question vitale. Le CICREST propose un état des lieux visant à permettre aux utilisateurs d'apprécier le niveau de sécurité qui leur est nécessaire et de décrypter les offres et garanties des prestataires quant à ce dernier. Deux systèmes de télécommunications sont étudiés : le raccordement d'un site de l'utilisateur aux réseaux ouverts au public (fixes et mobiles) et le raccordement de plusieurs sites de l'utilisateur à travers un réseau privé.

📄 www.economie.gouv.fr/directions_services/hfd/rapportcicrest5.pdf

→ Répertoire des informations publiques des ministères économique et financier

Centre de documentation Économie-Finances (Cedef)

Un répertoire accessible sur Internet conçu dans le cadre du droit de réutilisation des informations publiques. Ces dernières sont accessibles par thème.

📄 www.minefi.gouv.fr/directions_services/cedef/rip/rip_index.htm

→ Les chiffres clés de l'artisanat DGCI, janvier 2010

Les chiffres mis à jour, jusqu'en 2008, par catégorie : l'ensemble des inscrits au champ ICS en 2007 en France métropolitaine (à titre principal et à titre secondaire), les personnes physiques ou morales du secteur des métiers, l'artisanat dans les départements d'Outre-mer.

📄 www.pme.gouv.fr/economie/artisanat/chiffres.php

→ Dossier mensuel de conjoncture industrielle DGCI

Les résultats de novembre 2009, qui comprennent : une synthèse de l'industrie manufacturière (graphiques et tableaux détaillés), des fiches détaillées pour 13 secteurs (dont alimentaire, textile, bois, raffinage, chimie, pharmacie, plastiques, métallurgie, informatique, électricité et matériel de transport); l'opinion des chefs d'entreprise sur leur production en cours et prévisionnelle, entre 2004 et 2009.

📄 www.industrie.gouv.fr/p3e/conjoncture/dossier/fiches.php

→ Tableau de bord de l'industrie et de la consommation

DGCI, janvier 2010

Les indicateurs conjoncturels issus de la statistique publique. Pour la partie industrie : production industrielle, emploi, opinion des industriels et échanges extérieurs. Pour la partie consommation : prix à la consommation, dépenses de consommation et opinion des ménages.

📄 www.industrie.gouv.fr/p3e/tableau_bord/ic/ic.php

→ États généraux de l'industrie : rapport final

Février 2010

La synthèse des travaux conduits au cours des États généraux de l'industrie depuis leur lancement le 2 novembre 2009 par M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie. Elle compile : les travaux des groupes de travail nationaux et régionaux ; les débats tenus lors des réunions du Comité national des EGI ; les contributions écrites des membres du Comité national des EGI, spontanées ou formulées en réaction à des documents de travail intermédiaires ; des statistiques illustratives.

📄 www.etatsgeneraux.industrie.gouv.fr/fileadmin/documents/accueil/EGI_RAPPORT_SYNTHESE_FINAL_020210.pdf

Agenda

2 & 3/03/10

→ Innovact 2010 : le forum européen de la jeune entreprise innovante

Manifestation unique en Europe, Innovact rassemble tous les acteurs de l'innovation : grands comptes, réseaux d'accompagnement, investisseurs, organismes publics, etc. Objectif : permettre aux jeunes entreprises innovantes de trouver les solutions de leur développement (formation, partenariats, financement, transfert de technologies). Conférences, sessions de coaching et ateliers de bonnes pratiques sont au programme au Palais des Congrès de Reims. Inscriptions sur le site d'Innovact.

📄 www.innovact.com

22/03/10

→ Colloque sur la promotion de la qualité dans les entreprises

Organisé à Bercy, salle de conférences Pierre-Mendès-France, ce colloque sera consacré au thème de la responsabilité sociétale des entreprises et à la norme ISO 2600. Le Prix français de la qualité et de la performance (PFQP) sera par ailleurs remis en présence de M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie. À cette occasion, des témoignages vidéo des entreprises lauréates seront réalisés puis diffusés via les relais régionaux (associations régionales de la qualité, chambres de commerce et d'industrie, délégations AFNOR) dans le but d'accompagner PME et PMI dans leur démarche qualité.

@ jean-louis.langeron@finances.gouv.fr

24-26/11/10

→ Symposium franco-québécois sur les pôles de compétitivité et les créneaux d'excellence 2010

Cette 2^e édition du Symposium clôturera une année de travail en réseau entre les créneaux d'excellence et les pôles de compétitivité français et québécois. L'objectif est de faire émerger des partenariats technologiques, industriels et d'affaires entre les différents acteurs : entreprises, centres de recherche, universités. Les activités des deux premières journées (24 et 25 novembre) auront lieu simultanément dans trois régions françaises. Enfin, le 26 novembre, une séance plénière se tiendra à Paris. Le nombre de participants étant limité, n'attendez plus pour vous inscrire !

@ thierry.vautrin@finances.gouv.fr

Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

12, rue Villiot - 75 572 Paris Cedex 12

Directrice de la publication : Caroline Leboucher

Contacts : murielle.pascal@finances.gouv.fr

bertrand.lacour@finances.gouv.fr

Photos : droits réservés • ISSN 1772-1407

Abonnement gratuit sur

www.industrie.gouv.fr/abonnementlettredgci

Conception et réalisation :

Agence Avec des Mots - 27, rue de Solferino

92100 Boulogne-Billancourt

www.avecdesmots.com

Actualités

→ Appel à propositions : mobilités dans les régions urbaines

Dans le cadre du programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres (PREDIT), le groupe opérationnel intitulé « Mobilités dans les régions urbaines » lance un appel à propositions en vue d'accroître les connaissances dans le domaine des mobilités, de concevoir et d'expérimenter des services adaptés aux mutations de la société et des territoires. L'objectif est de faire émerger des pratiques de déplacements plus diversifiées (voire inédites) mises en œuvre à l'initiative des collectivités mais aussi des entreprises et des particuliers. Les dossiers de candidature sont disponibles sur le site Internet du PREDIT et sont à remettre avant le 6 avril 2010.

📄 www.predit.prd.fr

@ emmanuel.clause@finances.gouv.fr

→ ÉTAS d'Angers : appel à projets de développement industriel

Un appel à projets visant à recueillir des propositions de développement industriel sur le site du Centre d'expertise et d'essais de véhicules d'Angers vient d'être lancé. En effet, l'État, sous l'égide de la préfecture de Maine-et-Loire, souhaite accompagner l'avenir de ce centre d'expertise automobile reconnu internationalement. Le dossier, téléchargeable sur le site Internet de la préfecture, devra être remis avant le 21 mai 2010.

📄 www.maine-et-loire.pref.gouv.fr

@ missionetas@sofred.fr